

Développement local et mouvements de populations - quelques exemples

Geneviève Duché¹

L'analyse des systèmes productifs locaux (SPL) ne fait pas une très grande place aux relations entre la dynamique territoriale et les mouvements de population. Seules les formes de mobilisation au travail sont souvent évoquées mais les types de relations salariales sont rarement observées comme facteur essentiel des évolutions économiques des territoires. Les économistes insistent davantage sur les réseaux entre acteurs-décideurs, les apprentissages technologiques, les processus d'innovation et la nature du milieu entrepreneurial.

De leur côté les études sur les mouvements de population se concentrent sur les flux entre pays «Etats-Nations» et ne présentent que très rarement les choix des migrants en fonction du développement du territoire (intra- nation). Plus souvent et naturellement les migrations et déplacements internes sont explicités en fonction des dynamiques économiques des différents territoires (ex. les jeunes de telle région du sud qui connaît un chômage important vont chercher du travail dans la région parisienne ou ailleurs).

Mais on ne peut mettre en avant l'importance dans le développement du rôle des territoires (Veltz 1996, Aglietta 1997) sans s'interroger sur ses relations avec la mobilité et les mouvements des travailleurs et des populations, interrogation rendue d'autant plus urgente que le processus de mondialisation a fortement accéléré les déplacements de toute sorte.

¹ Université de Montpellier III, France.

En Europe le processus d'intégration, le développement rapide de certains pays, les mutations politiques dans d'autres ont transformé les flux migratoires et leurs enjeux. Les mouvements intra Europe occidentale ont considérablement diminué et se sont transformés. L'Italie (Habache 2001), de pays d'émigration est devenu un pays d'immigration et le Portugal (un rapport sur l'emploi fait état d'une pénurie de main-d'œuvre au Portugal, *Le Monde* du 24 août 2001) qui a connu une forte émigration dans les années 70 se trouve devant une rareté relative de travailleurs et devient un pays d'accueil. L'Europe accueille les populations venues d'Afrique et d'Europe de l'Est non sans difficultés et problèmes politiques et sociaux, phénomène qui se nourrit de l'inégalité des richesses et des niveaux de développement économique et politique.

L'émigration contrainte est encore massive, provoquée par des régimes politiques tyranniques, des minorités religieuses fanatiques et la misère. Mais à côté de ces fuites-recherches d'un mieux vivre (qui est pour certains: recherche de simple survie) vers des pays souvent fantasmés, il existe des flux différents de populations qui ont des atouts leur permettant de négocier leur déplacement et de choisir leur moment et leurs conditions d'insertion ailleurs. La globalisation accélère ces mouvements qui concernent particulièrement les cadres et les personnes qui ont un haut niveau de qualification. À côté des populations non qualifiées et qui n'a plus grand chose à perdre d'un départ qui est pourtant toujours un arrachement, un certain nombre de jeunes diplômés de plus en plus exigeants sur leur devenir professionnel et de plus en plus acculturés choisissent leur lieu de vie entre des possibles géographiques très étendus. Ils sont accompagnés dans ces voyages par tous ceux qui font de l'international leur terrain de réussite et de puissance. La deuxième modernité se caractériserait par le caractère indissolublement global et local de la société civile mondiale (Beck in Cohen 2001).

Dans ce contexte la vision d'un développement local bâti sur une population locale anciennement implantée et créatrice sur le long terme d'une culture favorable à la croissance et à l'entrepreneuriat est largement dépassée.

L'articulation local/global impose de s'interroger sur les relations d'une économie territorialisée avec les mouvements de population et d'analyser son apport dans les processus d'intégration. Que l'on ait affaire à un district industriel, à une technopole, à une région touristique ou à une learning région, il s'agit de comprendre comment l'économie se nourrit d'apports de populations nouvelles en les provoquant ou en mettant au travail ceux qui arrivent; comment au contraire elle rejette les candidats à l'installation ou fait fuir ceux qui en sont natifs. Les territoires étant différents, les articulations entre mobilité intranationale, migrations internationales, processus de création de richesses matérielles et durabilité de la forme de développement mise en œuvre sont très différentes d'un lieu à l'autre. « Le territoire est un espace qui à un moment donné, pour certaines raisons, pour une certaine durée, peut réaliser une intermédiation multiple « globale » entre diverses trajectoires possibles, sous l'effet de comportements d'acteurs variés et variables » (Lacour 1996).

Dans cette communication, je présente quelques situations locales mettant en avant les effets des processus de croissance, de la nature des relations entrepreneuriales et sociales sur les mouvements de populations et de travailleurs en particulier. Ceci constitue une première approche qui n'a pas la prétention à une théorisation des relations étudiées. Cette réflexion doit permettre de proposer certaines conclusions et questions à approfondir.

Je propose cinq exemples, des études réalisées dans les 25 dernières années:

- Une bourgade du sahel tunisien qui a connu dans les années 80 un développement industriel rapide à partir de l'implantation d'un entrepreneur, enfant du pays qui avait réussi dans l'industrie textile à Tunis (Duché 1988). Cet exemple tunisien donnera un contexte de pays en voie de développement à forte émigration en particulier vers l'Europe.
- Un district italien de la métallurgie dans une vallée alpine, un des modèles de ces dynamiques territoriales basées sur des concentrations de petites entreprises performantes et exportatrices. Un territoire qui s'est nourri

dans les années 50 et 60 des travailleurs du sud de la péninsule et qui attire à présent, mais dans des conditions différentes, des travailleurs venus d'Afrique du nord et d'Europe centrale et orientale (Azaïs 1999).

- Montpellier technopole, ville universitaire située dans une région non industrielle du sud de la France et qui a connu depuis les années 80 un renouveau économique basée sur les nouvelles technologies. Ce changement de dynamique a attiré de nouvelles populations et a ralenti l'exode des jeunes vers des régions françaises plus développées (Duché 1989, 1994).
- Deux territoires polonais: la ville de Lodz en Pologne centrale et Mikolajki en Mazurie: Lodz située près de Varsovie est une grande ville qui depuis le 19ème siècle vit de l'industrie textile et connaît des difficultés liées à l'obsolescence des industries existantes et au changement de régime économique: ville pauvre elle voit partir ses jeunes diplômés et arriver des populations plus démunies de l'Est (Duché-Peyroux 1998, Duché 2000). Mikolajki, bourgade rurale, est située dans une région touristique et connaît un développement extraverti lié au tourisme et aux investissements étrangers. La population rurale est marginalisée et les jeunes diplômés ont tendance à quitter le territoire faute d'emplois qualifiés (Duché 2001).

Aucun de ces terrains d'observation n'a été analysé dans le but de cette communication aussi les informations seront hétérogènes par rapport au sujet traité; il faudra en sortir un noyau de sens commun pour répondre à la problématique proposée.

Boumerdés en Tunisie: cette bourgade rurale située au cœur du gouvernorat de Mahdia et à l'intérieur des terres, était très pauvre et éloignée de la manne touristique. Au début des années 1980 deux frères entrepreneurs ont implanté des usines, l'un une briquetterie, l'autre, le plus puissant, une entreprise de confection et une filature équipée des techniques les plus modernes . Les

produits de ces usines textiles sont destinés au marché mondial soit par l'intermédiaire de la sous-traitance de confection pour les grandes marques américaines et européennes, soit par la recherche directe de marchés extérieurs (tissus de coton). Les intrants sont importés. Dès le début, la main d'œuvre embauchée a été locale pour les ouvriers et les ouvrières. Ces dernières sont embauchées jusqu'à leur mariage, la jeunesse et l'importance de la population locale constituant un réservoir de main d'œuvre féminine utilisable dans le respect des traditions du pays, plus archaïques qu'à Tunis. Beaucoup d'hommes ont trouvé dans ces entreprises un travail mieux rémunéré que dans l'agriculture. Le patron des usines textiles embauche des cadres et des techniciens pour la plupart formés dans les écoles techniques françaises et va régulièrement à Paris faire le recrutement des jeunes à la fin de leur formation. Cet apport d'activités économiques pouvait à lui seul engendrer une croissance économique locale importante puisqu'il permettait la création d'emplois plus réguliers que dans l'agriculture et une élévation du niveau de revenu qui allait à son tour provoquer la création de commerces et de services divers.

Le processus a été très rapidement accompagné et renforcé par deux dynamiques complémentaires.

D'une part, les industriels se sont impliqués dans la gestion de la commune, dans une optique «paternaliste» sensée apporter un mieux être à la population locale (au village d'origine). Un des deux frères a été maire pendant quelques années puis, une fois que les choses allaient dans le bon sens, a cédé le pouvoir à un de ses cadres supérieurs sensé veiller aux intérêts de la firme. Cette responsabilité politique prise par un «enfant du pays» a permis à la fois de faire en sorte que les mentalités ne bloquent pas le processus d'investissement et de développement des affaires, de bâtir les infrastructures nécessaires aux industries et de mettre en place des services publics indispensables à une population dont on attend une grande productivité et une adaptation rapide à de nouveaux modes de travail.

D'autre part, les techniques de production et les activités de confection se sont très rapidement diffusées dans la population hors usines. Ce phénomène a permis la création d'un certain nombre de petites entreprises de cuir, de bonnetterie et de confection à partir de réseaux familiaux liés aux investisseurs principaux. Ces petites entreprises offraient leur production sur le marché national et, lors de l'observation, certaines d'entre elles étaient en train de mettre en place une stratégie d'exportation. Tout cela était réalisé avec le consentement et souvent l'aide des firmes principales qui intervenaient soit directement soit indirectement. Ainsi par exemple: les usines se maintenant au niveau le plus performant des équipements, le matériel obsolète pour elles, était cédé aux petites entreprises; lorsque ces dernières avaient besoin de l'intervention de techniciens qu'elles ne pouvaient embaucher, elles faisaient appel aux services des techniciens des «grandes usines» qui avaient l'ordre d'intervenir et d'aider ces «cousins-entrepreneurs»; autre type de collaboration et de régulation sociale très importante pour obtenir un consensus et un climat social favorable à l'entrepreneuriat: les ouvrières qui ne parvenaient pas à suivre le rythme de travail des usines principales liées par des contrats de sous-traitance, pouvaient trouver un emploi dans les entreprises locales dont la productivité et les exigences au travail étaient moins élevées ou bien elles étaient aidées pour travailler à domicile. Ainsi les licenciements secs et excluants étaient évités. La reprise d'un personnel considéré comme inefficace par l'entreprise dominante faisait partie des échanges de bons procédés qui renforçaient les liens, diffusaient une nouvelle culture et faisaient «milieu». A côté de ces processus et de façon complémentaire, un artisanat se constituait en grande partie dans la bonnetterie et dans la confection à partir de travaux à domicile que pouvaient réaliser les femmes essentiellement. Leur production était destinée au marché local des villages environnants du gouvernorat. Ainsi s'était constitué rapidement un réseau hiérarchisé d'entreprises qui répondaient à différents segments de la demande et se développaient dans une relation de dépendance–solidarité sous l'autorité du leader créateur de cette transformation. Un certain nombre de jeunes hommes avaient par ailleurs pu créer des petites

entreprises artisanales sous l'effet de l'accroissement des besoins et de la demande solvable locale (ex vente de mobylettes et réparation), phénomène qui contribuait au développement et à la diversification des savoir-faire et des compétences de la main d'œuvre, potentiel fondamental pour un développement durable.

Cet exemple démontre la possibilité du déclenchement d'un développement local et d'un processus d'endogénéisation sans intervention directe de l'Etat, dans la relation local/global et dans un pays en développement et une région considérée en grande difficulté. Pas loin, dans la capitale du gouvernorat le processus ne s'était pas enclenché et les émigrés revenus au pays avec des savoir-faire et des économies leur permettant la création d'une petite entreprise étaient brimés dans leurs projets par une bourgeoisie locale de politiciens et d'industriels (huile d'olive, conserveries de poissons) qui n'entendaient pas être concurrencés et menacés dans leur pouvoir par une nouvelle élite.

A Boumerdés, il n'était plus nécessaire pour la population de partir hors du pays ou de la région (pour Tunis) chercher de meilleures conditions de vie. L'emploi et les activités créés localement a stabilisé la population masculine et amélioré la situation des femmes. Cependant une série de problèmes présents et futurs pouvaient être soulignés, en dehors même des problèmes strictement économiques d'évolution de la demande mondiale et de la concurrence ou de problèmes politiques propres à la Tunisie. La création d'emplois dans l'industrie en absorbant la main d'œuvre locale, obligeait les propriétaires fonciers à faire venir de nouvelles populations pour les travaux agricoles. Des familles du Sahel, plus pauvres que la population du gouvernorat sont alors venues s'installer à Boumerdés et acceptèrent de bas salaires ce qui, d'une part déplaisait aux quelques travailleurs locaux qui n'avaient pas d'emplois dans l'industrie, et d'autre part les maintenait dans un état de pauvreté relatif qui accroissait leur marginalisation. Ils étaient exclus du processus de développement tout en le servant par accomplissement de tâches nécessaires à l'approvisionnement des marchés agricoles et à la réalisation de la rente foncière. Leur présence était

tout juste tolérée et des conflits apparaissaient, encore larvés dans une conjoncture économique favorable mais potentiellement plus violents si des difficultés économiques apparaissaient. Par ailleurs le « plus » reçu par la population intégrée au processus l'éveillait à d'autres aspirations et, l'investissement futur des jeunes dans ce système local n'était pas garanti, de même que l'acceptation de la loi familiale, problème que nous allons rencontrer dans l'exemple italien.

Lumezzane: au nord de Brescia en Lombardie est un district spécialisé dans la production d'articles ménagers, spécialité qui a pour origine le travail des métaux.

Dans les années 1950 et 60 l'immigration des italiens du sud, des paysans, a permis la constitution d'une classe de petits entrepreneurs dans le nord de l'Italie. A leur arrivée les salariés travaillaient pour les PME des districts, avaient des conditions de travail très dures et essayaient d'économiser suffisamment d'argent pour pouvoir créer leur petite entreprise. Le soutien familial était très important ainsi que l'investissement dans un travail acharné.

A Lumezzane comme dans d'autres districts de dynamique semblable, l'extension du SPL s'est faite sur la base d'une compétitivité-coût et de l'ouverture sur le marché extérieur. Son développement a attiré les populations voisines. Mais au cours des années 1990 les bases de la reproduction du système se sont transformées et «la coordination des activités par le travail n'assure plus la cohésion de l'ensemble productif» (Azaïs 1999).

Les anciens immigrés se sont implantés et ne manifestent pas le désir de repartir à l'âge de la retraite. Mais les conditions économiques et sociales ont changé. La concurrence internationale a obligé les producteurs locaux à intégrer une démarche qualité et beaucoup ont été amenés à recourir à des designers de Milan pour différencier leur production et l'exporter. Les entrepreneurs doivent participer activement à la construction d'avantages et à la mise en place d'institutions locales afin de créer une spécificité. Cependant le travail n'a

connu aucun enrichissement important et le mot d'ordre semble toujours être la compétitivité-coût. Les jeunes de la région n'acceptent plus de travailler comme leurs parents. Soit ils quittent la ville pour Milan, soit ils cherchent des emplois locaux dans les services qui donnent de meilleurs salaires et une image sociale différente même si les conditions de travail n'y sont pas meilleures (travail au noir, horaires, pénibilité). Les familles elles-mêmes souhaitent d'autres conditions de vie pour leurs enfants. Dans les entreprises du district la pénurie de main-d'œuvre est fréquente et de nouveaux immigrants sont embauchés.

L'immigré des années 90 n'est plus italien, il est extra-communautaire et ses marges de manœuvre sont faibles (Habache 2001). Il n'a pas le droit d'immigrer avec sa famille. Parfois plus qualifié que les autochtones il ne peut s'installer à son compte. Il reste soumis à des tâches pénibles et à des journées de travail très longues (10-11h). Ses économies sont envoyées à l'étranger et ne sont donc pas réinvesties localement comme le réclame une dynamique de développement endogène. Il n'y a plus de transmission des savoir-faire aux jeunes générations. L'héritage se perd, la solidarité s'évanouit et les nouvelles populations ne sont pas intégrées, au risque de conflits sociaux importants. Pourtant dans le nord de l'Italie, parce que les PE et les PME ont des besoins de main-d'œuvre et que Milan entre autres villes, offre des emplois nombreux dans les services surtout, l'immigration est le fruit de décisions de long terme et les immigrants deviennent des résidents stables qui essaient de s'intégrer et réclament le regroupement familial (Brunetta et Turatto 2001). Les exclure du processus d'intégration sociale et d'une possible mobilité sociale prive les SPL de leurs apports en terme de compétences entrepreneuriales et techniques.

A Lumezzane comme ailleurs dans ce nord de l'Italie, le travail salarié a perdu son rôle d'intégrateur social par manque d'innovation sociale, il ne participe plus de façon directe à la construction du territoire. Le territoire s'étirole en même temps que ralentit la création d'entreprises, il peut devenir un territoire de sous-traitance sous la domination des financiers et industriels milanais en

particulier. Ce serait alors la fin de la belle histoire d'un district industriel, modèle que l'on découvre mortel autant par les contraintes de l'économie mondialisée que par l'incapacité à un moment donné de la trajectoire du milieu local d'innover pour poursuivre un développement intégrateur (garder les jeunes et accueillir de nouvelles populations).

Montpellier: un territoire radicalement différent; capitale du Languedoc - Roussillon en France, est une ville moyenne de tradition universitaire et administrative, éloignée des centres industriels du 20^{ème} siècle. Une politique et une stratégie municipales volontaristes, ouvertes et tournées vers les nouvelles technologies tentent de la transformer en technopole depuis les années 1980 (Duché 1989, 1994).

Ce processus est basé sur la triple dynamique de politiques :

- d'agglomération: district urbain permettant de regrouper des moyens pour les infrastructures, des politiques culturelle et de loisir sensées attirer les cadres et les entrepreneurs et créer un atmosphère de créativité ;
- de spécialisation s'appuyant sur des compétences et savoir-faire montpelliérains plus ou moins anciens comme la recherche médicale (une des plus anciennes facultés de médecine d'Europe) et pharmaceutique, la recherche en agronomie, et l'électronique et l'informatique autour de la firme IBM implantée dans les années 1960 et ayant apporté un peu de culture industrielle (sous-traitants disséminés dans la région et 4000 emplois au total), des capacités d'innovation et indirectement le développement de formations et de recherches dans ces secteurs;
- de construction de spécificités à partir des trois pôles technologiques indiqués ci-dessus, phase plus difficile et toujours pas arrivée à maturité.

Un atout important pour la ville est d'être une ville universitaire et d'avoir une situation, un climat et un environnement séduisants. Il a fallu compléter

ses atouts « naturels » ou historiques par une politique d'accueil et de création d'entreprises innovantes; par la mise en place d'une gouvernance efficace et réalisant les apprentissages nécessaires à un lieu fort éloigné de la logique entrepreneuriale (milieu de viticulteurs, de juristes, professeurs et fonctionnaires); par la création d'une image positive à vendre à l'extérieur pour attirer de nouvelles ressources et pour bâtir à l'intérieur un consensus sur le développement de la ville qui assure la durée de la stratégie et du pouvoir municipal.

De terre d'émigration Montpellier et ses environs sont devenus des territoires enviés et attirants. L'absence d'emplois obligeaient les jeunes, diplômés ou non, à partir; le mouvement s'est inversé malgré un taux de chômage très élevé (triste record: le Languedoc-Roussillon est la région de France où le taux de chômage est le plus élevé, supérieur à 12%). L'arrivée de nouveaux habitants a commencé avec les rapatriés d'Afrique du nord à la fin des années cinquante et au début des années 60. Ils ont alors secoué cette ville de province par l'apport de nouveaux comportements et modes de vie et par la création de commerces et d'entreprises divers. L'intégration a été difficile mais s'est réalisée pour nourrir la nouvelle dynamique montpelliéraine.

Actuellement, le Languedoc-Roussillon attire massivement à la fois des retraités et des actifs et connaît des excédents migratoires à presque tous les âges et un léger rajeunissement. L'afflux d'adultes et de retraités ne correspond pas seulement à des retours au pays mais aussi à l'attrait exercé par les terres ensoleillées et par le dynamisme de l'emploi (Jacquot 1994). Ce qui constitue une contradiction et pèse sur le chômage dans une région et plus particulièrement un département dont l'image économique reste positive et le dynamisme de l'emploi confirmé depuis 20 ans. Les inégalités sont importantes à l'intérieur de la région. Montpellier et son environnement proche se sont rapidement développés et leur dynamique n'a rien à voir avec d'autres territoires en perte de vitesse comme la Lozère. Montpellier est d'ailleurs souvent accusée de pomper les ressources à son seul avantage et de ne pas suffisamment entraîner

l'économie régionale, autre débat et problème mais qui se traduit par des mouvements de population intra-régional. La présence d'établissements d'enseignement supérieur offrant une gamme complète et diversifiée de formations attire les jeunes des départements voisins et les familles de toutes régions qui projettent des études supérieures pour leurs enfants, ce qui devient très courant. Ainsi à Montpellier cet apport constitue un marché du travail dynamique mais dont le déséquilibre pèse sur le niveau des salaires, l'arbitrage se faisant souvent en faveur du cadre de vie. Par ailleurs le Languedoc a connu de fortes migrations d'étrangers venus travailler dans le secteur agricole, dans les mines du Gard et le bâtiment. D'abord beaucoup d'espagnols (guerre civile et émigration économique) se sont installés et assimilés progressivement puis une population maghrébine dont l'intégration est plus lente mais se réalise à partir de la seconde et maintenant troisième générations, même si cette population reste plus visible parce que plus conservatrice de ses modes de vie. Cependant la région ne contient pas davantage d'étrangers que dans la moyenne nationale 7 à 8% et les arrivées ont été fortement réduites depuis 1975 comme partout en France du fait de politiques restrictives. La France qui n'est pas un pays de forte émigration, n'est pas non plus un des pays les plus accueillants. Des rapports récents ont alerté le gouvernement sur la baisse importante, dans les dix dernières années, du nombre d'étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur français (une légère remontée cependant depuis deux ans), le phénomène est identique à Montpellier même si son climat et la réputation de son école de médecine attirent davantage que d'autres régions françaises.

Mais ce qui caractérise la dynamique montpelliéraine, c'est l'absorption de populations extérieures à la région soit par mobilité interne aux entreprises et aux organisations soit par mobilité externe de salariés ou de créateurs d'entreprises. Les montpelliérains d'origine ne sont plus majoritaires. Par ailleurs l'intégration se fait moins par l'emploi salarié que par un sentiment d'appartenance à un territoire en mouvement produisant de la culture et de

l'intelligence dans un cadre envié. Les nouveaux arrivants sont choyés par la municipalité, surtout ceux qui adhéreront au mode de développement mis en œuvre et soutiendront le pouvoir en place. En trente ans, Montpellier a constitué un milieu totalement nouveau, porteur de nouvelles valeurs et d'une nouvelle logique économique mais qui reste encore très franco-français malgré l'internationalisation des entreprises. Cependant l'envers de la médaille existe même si cette ville de taille moyenne ne connaît pas ou peu les quartiers difficiles des banlieues des grandes villes et la «guerre urbaine». Elle est objet d'un «double mouvement migratoire de la part des personnes les plus qualifiées et les plus mobiles d'un côté, les plus démunies et les plus déracinées de l'autre» (Sassen in Cohen 2001). Ainsi des adultes et des jeunes à la dérive, très souvent européens (communauté ou non, la part des personnes venant d'Europe de l'Est grandit) viennent chercher un climat permettant de supporter une vie de SDF (sans domicile fixe) et une dynamique renforcée par le tourisme l'été qui leur donne des occasions de glaner quelques ressources. On note aussi une forte augmentation de la prostitution. Saleté et tensions se développent dans une grande partie des rues du centre. Ces phénomènes dégradent l'image de la ville qui connaît une forte augmentation de la délinquance (vols, violences et trafic de drogues). L'attrait a ses effets contradictoires et les habitants du centre ville voient se dégrader leurs conditions de vie, leur amertume pourraient se traduire en opposition à la politique de la ville.

La Pologne: nous permet de revenir dans un pays de forte émigration passée et récente et un pays en développement bien que ses structures économiques et sa dynamique soient éloignées de celles de la Tunisie. Comme dans beaucoup de pays, les inégalités régionales y sont importantes et les 40 années de régime communiste ont laissé des contradictions, par exemple une réelle industrialisation et un niveau de formation de la population bien supérieur à tous les pays en développement face à une population paysanne très (trop ?) nombreuse et peu qualifiée, une pauvreté rampante mais réelle, et une obsolescence du capital technique, infrastructure comprise. La transformation

économique a accentué ces contradictions, une très grande inégalité de revenus et d'insertion économique, des faillites de fermes d'Etat ou d'entreprises qui font croître le chômage, une déprise de l'Etat et une dévalorisation des services publics. Les pouvoirs locaux ont des difficultés à mettre en place des stratégies de développement et seules quelques grandes villes arrivent pour elles et leur environnement, à reconstruire leur système productif local. Varsovie, la capitale, domine le mouvement et se transforme en métropole qui attire une grande partie des investissements et la population du pays en particulier les jeunes diplômés. Les polonais continuent à s'expatrier; les plus pauvres cherchent une meilleure vie mais ils sont accompagnés par des jeunes qualifiés qui vont chercher à mieux valoriser ailleurs leurs atouts (en Allemagne par exemple où les populations des régions de l'est craignent la concurrence de cette main d'œuvre et de ces arrivants plus habiles dans les activités commerciales et entrepreneuriales). La Pologne reçoit de nouvelles populations, phénomène connu dans ce pays qui a une histoire particulièrement agitée mais qui s'était fortement réduit après les transplantations forcées d'après la seconde guerre mondiale. Ces nouvelles populations viennent de l'Est (Ukraine, Biélorussie, Lituanie) et d'autres pays d'Europe centrale (Roumanie) et sont pauvres. Elles arrivent en Pologne soit parce que dans certaines régions des emplois leur sont offerts, mal payés et refusés par les polonais (observé dans la région de Przemiz au sud-est et en Mazurie au nord), soit spontanément et cherchent quelques moyens de vie dans les villes.

Voici le contexte des cas présentés ici de Lodz et de Mikolajki qui nous permettront de poursuivre le questionnement sur l'articulation mouvements de populations et dynamique de développement local.

Lodz: est une ville industrielle relativement pauvre parce que dominée jusqu'alors par l'industrie textile à main d'œuvre féminine et moins payée que dans d'autres activités (Duché 1996, 2000). Ville universitaire abritant de nombreux centres de recherche et d'écoles techniques, elle ne manque pas d'atouts mais faut-il encore qu'une stratégie de développement cohérente soit

élaborée et/ou que se forme un milieu entrepreneurial susceptible de créer une croissance durable et une cohésion sociale suffisante pour faire adhérer la population aux projets économiques.

Malgré un taux de création d'entreprises très élevé et un des taux les plus élevés de nombre d'entreprises par habitants de Pologne, le taux de chômage bat le record des grandes villes polonaises et le niveau de salaire y est le plus faible. La reconversion économique emprunte plusieurs voies. Lorsque les marchés de l'Est n'ont plus absorbé la production et que les polonais ont eu de nouvelles exigences en terme de qualité, les grandes usines textiles ont fermé leur porte et attendent encore pour une grande partie des repreneurs d'actifs ou de bâtiments (friches industrielles). Très vite des contremaîtres et techniciens de ces entreprises ont acheté un matériel obsolète leur permettant de créer à moindre coût des ateliers de confection. Ces nouveaux chefs d'entreprise ont embauché le personnel qu'ils connaissaient, parfois au noir, et ont rapidement réussi à développer des gammes de produits vendus sur place et exportés vers l'Allemagne en particulier. Certains ont pris des contrats de sous-traitance. Ce foisonnement de petites entreprises de confection a fait penser à la création possible d'un district et d'un milieu qui pourraient renouveler ce secteur en innovant. Mais l'absence de gouvernance dans ce territoire, une gestion à très court terme, un désir d'enrichissement rapide, l'absence de prise en compte de l'action collective n'a pas transformé, pour le moment, cette concentration de petites entreprises en économie de réseaux innovatrice. Ailleurs non plus, malgré le développement de petites entreprises dans des secteurs de nouvelles technologies, on ne trouve pas d'entreprises qui bâtissent des stratégies de coopération et d'innovation durables (Duché, Peyroux 1999). Dès le début de la transformation, des investisseurs étrangers (souvent de grandes firmes internationales) ont acheté ce qui leur paraissait le plus récupérable en terme d'équipement, de bâtiment mais aussi de technologie, de marché et de salariés mais leurs activités n'ont pas compensé les pertes d'emplois et parfois les stratégies de ces firmes se sont révélées strictement commerciales et progressivement l'ancienne activité s'est éteinte, les cadres ont été envoyés

des maisons mères, de l'étranger. Beaucoup de PME créées avant 1989, une fois épuisé la manne du changement qui a rapidement facilité les échanges et les approvisionnements, se sont assoupies par manque de management adéquat et de capacité innovatrice.

Les ouvriers les moins qualifiés et les plus âgés n'ont pu s'adapter aux changements et parmi eux un grand nombre se retrouve au chômage; d'autres ont trouvé des emplois dans des petites entreprises où les conditions de travail et les relations sociales ressemblent à celles qu'ils connaissaient dans l'ancien système. Beaucoup de chefs d'entreprises anciens ou nouveaux, polonais ou étrangers ont eu du mal à transformer l'organisation du travail et à élever les exigences de productivité. Les salariés ont résisté ou ont fui. L'investissement en formation a été très, trop faible, ce qui est un handicap pour le processus de transformation des comportements au travail et l'innovation. Avec le temps et l'importance du chômage, une population plus jeune accepte des emplois difficiles et peu payés dans les services et notamment dans les hypermarchés des grandes firmes étrangères qui ont par ailleurs été «épinglées» pour leur gestion de la main d'œuvre polonaise marquée par une exploitation inacceptable.

Tout se passe comme si le potentiel intellectuel, de formation et de recherche de Lodz restait séparé de l'économie et de la formation sociale. Malgré la présence de nombreux établissements de formation et de nombreux jeunes qui viennent de toute la région pour faire leurs études, Lodz présente le taux de diplômés de fin d'études secondaires le plus faible de toutes les grandes villes polonaises. Par ailleurs des relations existent entre les universités, les laboratoires de recherche (surtout l'école polytechnique) et les entreprises mais ne débouchent pas ou très peu sur des transferts technologiques profitables. Les universitaires se transforment souvent en conseillers ou experts, les entrepreneurs-ingénieurs s'appuient sur leurs anciens camarades pour obtenir des conseils ou des marchés (en Russie par exemple) mais ceci n'a pas encore donné un véritable milieu entrepreneurial coordonné. Aussi la croissance économique étant faible, les jeunes diplômés quittent la ville pour Varsovie (à

120 km) la plupart des fois, et le potentiel des compétences s'amointrit. La population de la ville décroît légèrement pendant que la capitale-métropole enfle. Dans le même temps une population pauvre cherche à vivre d'emplois non déclarés et de petits commerces marginaux et trouvent dans une ville même pauvre, quelques moyens de survie que leurs pays d'origine n'offrent plus. Ce faisant, des trafics de tout genre se mettent en place et l'arrivée de ces populations dans un milieu affaibli et peu gouverné ne peut que déboucher sur des tensions et des tentations xénophobes complétant les déjà sinistres inscriptions antisémites qui fleurissent sur les murs de la ville (rappelons que Lodz était avant guerre une des villes où les juifs étaient les plus nombreux).

Mikolajki: en Mazurie (Duché 2001), une région riche en atouts naturels, faite de lacs et de forêts pour une part et de terres labourables mais assez pauvres d'autre part. Territoire de Prusse orientale dont l'économie était basée sur de grandes exploitations agricoles tenues par des hobereaux, cette région s'est dépeuplée massivement à la fin de la guerre. C'est alors que des populations du sud-est (Ukraine et Biélorussie) ont été déplacées et installées en Mazurie. Ces nouveaux arrivants pensaient vivre dans cette région de façon transitoire ce qui peut être une des raisons de leur passivité par rapport à leurs conditions de vie matérielle. Les grandes propriétés prussiennes ont été transformées en fermes d'Etat dont la gestion a été peu porteuses d'efficacité et pour les ouvriers, de qualifications et de culture paysanne et agricole. L'attachement à la terre et au pays ne s'est pas réalisé. Terre de forte émigration depuis le 19^{ème} siècle jusqu'à nos jours, cette région a le taux de départ le plus élevé du pays ainsi que le taux d'accroissement naturel le plus élevé aussi, signe de pauvreté.

La ville étudiée est une commune urbaine-rurale de 8374 habitants à vocation touristique et depuis dix ans un monde de vacances et de loisirs s'est installé pour l'apparent bonheur de certaines populations des pays du nord de l'Europe (surtout des allemands et des russes aisés de l'enclave de Kaliningrad) et de Varsovie. Un processus de segmentation du marché touristique s'est mis en place permettant à divers types d'entreprises de s'installer soit au centre de

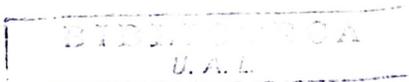
la ville, soit dans un espace plus vaste et dédié au temple de la consommation qu'est l'immense hôtel de 1200 places construit par un homme d'affaires polonais. Les créateurs de petits hôtels ou restaurants ne sont pas nés dans cette région, ils y sont arrivés relativement récemment d'autres régions polonaises, certains, une fois sur place, ont saisi l'opportunité du développement touristique, d'autres, les plus jeunes et souvent diplômés sont venus avec un projet. Ces créateurs d'entreprises forment une nouvelle catégorie sociale avec des salariés des établissements publics de recherche (recherche agronomique et biologique) implantés depuis longtemps et d'activités municipales, tous aussi venus d'autre régions polonaises. Ce groupe de gens entre 30 et 50 ans dont beaucoup participent à la gestion municipale, semble aimer vivre dans cette ville. Certains y prospèrent et d'autres apprécient le cadre naturel d'autant plus que les nouveaux investissements et les nouvelles infrastructures leur procurent les commerces et les services dont ils étaient privés jusqu'à présent et l'accès à l'automobile transforme la perception de l'espace; Varsovie n'est pas très éloignée. D'ailleurs une grande partie des investissements immobiliers au bord du lac sont faits à partir de capitaux allemands et s'adressent aux élites varsoviennes. Les anciennes entreprises d'Etat soit ont fermé leur porte (chômage accentuant celui des campagnes), soit végètent faute d'un management adéquat. La municipalité joue la carte de ce développement extraverti. Le résultat est que la population locale plus ancienne est exclue de ce mouvement, son niveau de motivation et de qualification ne correspond pas aux attentes des nouveaux employeurs et des nouveaux consommateurs. Face à cette absence d'avenir lisible renforcée par l'absence de stratégie publique (municipale ou étatique) crédible de formation et d'intégration, les plus aventureux sont partis, les autres se replient dans l'alcoolisme et attendent des secours. Seules quelques femmes essaient de s'en sortir et d'un autre côté les jeunes qui sont arrivés à faire des études partent vers la capitale où les emplois existent et les possibles sont plus nombreux. Le tourisme développe des emplois certes, mais beaucoup sont saisonniers et déclarés féminins. Un certain niveau de qualification est attendu mais pas un niveau de cadre et de diplômé de

l'université puisqu'il n'y a pas de développement industriel à part quelques petites entreprises, ni d'implantation d'établissements de formation (école hôtelière ou école du sport par exemple) ou de santé (remise en forme) qui pourraient maintenir la population diplômée au pays. Les employeurs font venir de la main d'œuvre de l'extérieur. Dans les entreprises en perte de vitesse, on reste sur la stratégie de compétitivité-coût en embauchant des étrangers moins exigeants. Dans les entreprises de service et d'hôtellerie on cherche, dans la région ou plus loin en Pologne, des employés susceptibles de s'adapter à ces nouvelles activités. Les activités déployées depuis dix ans n'utilisent finalement que très peu les ressources locales (la nature et les poissons des lacs) et les équipements installés ne sont accessibles qu'à une minorité de la population locale. Par ailleurs autour, dans les campagnes, se met en place une « reconquête » du territoire à partir de l'achat par des capitaux allemands des terres agricoles. Se constituent d'immenses exploitations totalement mécanisées qui certainement changeront officiellement de propriétaires lorsque la Pologne adhèrera à l'Union européenne. La reconquête de cette région où le travail salarié n'apparaît plus comme producteur d'intégration sociale et ne construit plus le territoire, est d'autant plus facile que sa population non enracinée n'a pu et n'a su mettre en place une dynamique locale maîtrisée à son profit. Tout se passe comme si le territoire se vidait de sa population pour laisser la place à des consommateurs d'espace (les touristes aisés et majoritairement étrangers) et à des entrepreneurs extérieurs, mouvement de population engendré cette fois ni par la guerre, ni par la tyrannie mais par le marché et la valorisation du capital.

En conclusion:

Les exemples étudiés montrent l'étroite relation entre les mouvements de populations, leurs modalités d'inscription dans le territoire, et le développement économique local.

L'évidence est souvent bonne à rappeler. Le développement local permet aux populations de vivre dans leur région et évite ou réduit l'émigration. Il est



aussi la voie par laquelle la croissance économique et les transformations sociales qu'elle engendre sont les mieux supportées ou comprises pour peu que le pouvoir local mette en place une régulation adéquate et que la population locale se sente intégrée au processus. Un développement visible et mesurable, c'est à dire avec des effets positifs pour la population (emplois, revenus, avenir plus enviable, sécurité, meilleurs équipements etc.) assez rapides ouvre cette population à d'autres possibles et la rend apte à accéder à de nouvelles formations et compétences et à de nouveaux comportements. Mais loin de nous l'idée que le développement endogène se base sur la fermeture du territoire autour de la population d'origine et qu'il est bon que chacun reste chez soi.

L'histoire du développement du capitalisme industriel nous montre que le développement économique fait constamment appel à des ressources nouvelles et de toutes origines. Nous avons constaté ici que les systèmes productifs locaux analysés étaient ouverts à l'apport de ressources extérieures, capitaux, produits de base, apport de populations. Ce dernier trait est rarement souligné. On a même tendance à renforcer en tant que facteur incontournable et positif, l'existence de traditions et de cultures qui, activées depuis longtemps, permettraient aux territoires de générer des solidarités et participations d'acteurs nécessaires au développement. C'est sous cet angle que l'on présente les districts du nord de l'Italie, faisant remonter pour certains leur existence et leur savoir-faire au moyen âge (région du Prato). Pourtant l'immigration du sud a souvent été déterminante pour créer les milieux entrepreneuriaux que l'on célèbre dans la littérature économique.

Aussi nous pourrions remplacer l'expression de développement endogène par celle de **développement à forte capacité d'endogénéisation des ressources extérieures**. Ceci rendrait mieux compte des processus de territorialisation actuel.

Il y a des territoires qui n'arrivent pas à trouver le noyau d'acteurs locaux ou venus de l'extérieur qui pourraient créer un milieu et lancer un développement durable (Lodz), leur appauvrissement peut déboucher sur des

conflits. Il y a des territoires qui connaissent la croissance économique mais celle-ci fait souvent rupture et provoque des transformations profondes dans l'usage de la main d'œuvre donc dans les populations mises au travail. Boumerdés a besoin de salariés agricoles pour remplacer ceux qui travaillent maintenant dans l'industrie, Lumezzane perd les jeunes italiens et a besoin de la main d'œuvre immigrée, la croissance de Montpellier se réalise à partir de nouvelles populations, Mikolajki offre son territoire à une consommation extérieure et doit faire appel à de la main d'œuvre extra locale. Les apports sont différents selon le niveau de développement, la nature du processus et la taille du territoire. Il peut y avoir plusieurs niveaux et processus d'arrivée de nouvelles populations dans un même territoire. Souvent des populations de cadres arrivent en même temps que des populations moins qualifiées qui prennent les emplois des services ou agricoles et qui sont souvent surexploités, surtout lorsqu'elles sont arrivées clandestinement (Boumerdés, Silicon Valley). Le phénomène sera lié à la dynamique de l'environnement régional, national ou international, mais chaque territoire va internaliser et jouer ces données extérieures de manière différente. **Cet aspect de l'articulation entre local et global et à analyser de manière approfondie** parce que, d'une part il est déterminant pour le développement économique et donc à la fois pour les entrepreneurs et la satisfaction des besoins humains, mais aussi parce que l'intégration de populations différentes à l'échelle du local est un enjeu pour la compréhension mutuelle, l'acculturation et la paix.

Chaque système intègre les populations anciennes ou nouvelles ou les rejette selon sa propre dynamique. Les rejets et marginalisations sont socialement dangereuses et contreproductives pour l'économie du territoire. Souvent aussi les raisons du succès économique sont celles des dysfonctionnements sociaux. L'augmentation de la population et l'accroissement des revenus entraînent une élévation rapide de la pression foncière et donc des prix de l'immobilier rejetant aux marges ou dans des habitations de moindre qualité les populations les plus modestes, et créant ainsi une segmentation sociale peu porteuse d'intégration. Une arrivée trop

massive et trop rapide d'étrangers dans une région déséquilibre les relations sociales et peut créer des réactions de repli. Par ailleurs le territoire examiné ne maîtrise pas toutes les causes de mobilité et de migrations comme celles des couches marginalisées et sans domicile. Se pose alors la question des **niveaux de régulation pertinents pour développer des politiques globales d'intégration** (revenu minimum, équipements et travail social) qui ont un coût à partager. Les territoires sont en concurrence les uns avec les autres et leur intérêt est d'attirer et de mettre au travail la main d'œuvre adaptée aux besoins des entreprises mais pas d'assumer des coûts sociaux pour une population difficilement intégrable.

De plus **la concurrence entre territoires** à l'intérieur même des nations fait la part belle aux investisseurs et commence à jouer sur le potentiel de main d'œuvre très qualifiée. Les départs des ingénieurs et des scientifiques vers des lieux où les carrières sont aisées, les salaires très élevés (ex de la Silicon Valley) et où parfois une plus grande liberté est assurée, privent certains pays d'une ressource précieuse tant en compétence productive qu'en potentiel d'innovation et de recherche (Russie, Inde...). Nous avons vu qu'à l'intérieur d'une nation le problème existe et que les villes sont souvent en concurrence (Pologne).

De plus **le territoire n'est pas une donnée permanente** comme le montre nos exemples, ses limites s'étendent, bougent. Les changements dans les mentalités, les mutations dans l'organisation du travail, les formes de concurrence économique, les évolutions de politiques sociales nationales (ou communautaires), les conjonctures économiques et politiques dans d'autres parties du monde conduisent à la construction de nouveaux réseaux financiers, de recherche-développement, commerciaux mais aussi à de nouvelles façons d'habiter le territoire. On va travailler plus loin, dans d'autres secteurs. La métropole proche attire les jeunes qui par ailleurs conservent leurs attaches familiales dans la ville ou le bourg d'origine, y vivent souvent une partie de leur temps de loisir et apportent de nouveaux comportements et aspirations. Les frontières des territoires sont souvent ébranlées par de nouveaux réseaux

et souvent «la marginalité économique des immigrés masque leur insertion dans des réseaux mondiaux, identitaires, culturels et de solidarité» (Sassen in Cohen 2001).

Ces évolutions et l'ouverture de plus en plus importante des territoires débouchent sur la nécessité de maintenir dans le processus de développement une **capacité d'innovation sociale constante**, seule capable de donner la maîtrise des mutations socio-économiques qui accompagnent tout développement et capable de prévenir les déséquilibres, dysfonctionnements et frustrations. On ne souligne pas suffisamment dans les approches économiques que l'innovation sociale est aussi importante que l'innovation technique et commerciale qui attire en ce moment toutes les attentions et que les deux domaines d'innovation sont intimement liés.

Enfin «par les mariages multiculturels, la diversité des parcours professionnels et des amitiés, ce sont les modes de vie individuels qui sont eux-mêmes mondialisés...Si ma vie se déroule dans une pluralité de lieux, c'est peut-être qu'elle se déroule en fait dans un espace commun» (Beck in Cohen 2001). Les politiques de développement local aménagent l'espace et y produisent des échanges tant commerciaux qu'humains, elles ont donc à mettre en œuvre les moyens de partage paisible de cet espace commun.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., Régulation et crises du capitalisme. Paris. Ed.O.Jacob. 1997AZAIS Ch., Temps , travail et territoires, articulation entre les formes de travail et les formes territoriales. RERU n°4. 1999
- BRUNETTA R., TURATTO R., l'Italie, Immigration et marchés du travail, quelles relations ? Problèmes Economiques n°2709.2001
- COHEN E., la Mondialisation, un processus protéiforme. Problèmes Economiques n°2722. 2001
- DUCHÉ G., le développement de Boumerdés en Tunisie, une dynamique locale spécifique. Tunis, CERES. 1988
- DUCHÉ G., Une lecture des effets du développement d'une technopole sur son environnement. L'exemple de Montpellier et de communes de l'Hérault en Languedoc-Roussillon. RERU n°5. 1989
- DUCHÉ G., Montpellier et son environnement, une relation ville-campagne. Cahiers options méditerranéennes. Vol 3 Territoires en mutation. CIHEAM 1994
- DUCHÉ G., Vers la création d'un nouveau monde de production à Lodz en Pologne, les freins au développement d'un milieu innovateur. RERU n°1. 2000
- DUCHÉ G., Mikolajki en Mazurie, territoire à prendre... Actes du Colloque international « la Pologne, ses transformations économiques et institutionnelles et le processus de son intégration à l'Union européenne ». Université de Montpellier III. Juin 2001
- DUCHÉ G., PEYROUX C., Transformation et développement des entreprises en Pologne, opportunités et limites de la structuration de réseaux organisationnels. Application au milieu entrepreneurial de Lodz. Conférence internationale du réseau PGV. Université de Bratislava, 1998.
- HABACHE O.G., l'Italie retrouve des couleurs. Problèmes économiques n°2709. 2001
- JACOT A., les migrations et l'inégal vieillissement des régions françaises. Problèmes économiques n°2402. 1994
- LACOUR Cl., La tectonique des territoires: d'une métaphore à une théorisation in B. Pecqueur éd.: Dynamiques territoriales et mutations économiques. Paris. L'Harmattan. 1996

SALAS R., STORPER M., Les Mondes de production. Paris. Ed de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. 1993

VELTZ P., Mondialisation, villes et territoires; l'économie d'archipel. Paris. PUF. 1996

VIDAL F.I., Italie, l'importance des districts industriels. Problèmes économiques n°2709. 2001